

Le PS réclame une commission CETA



Des experts
indépendants pour
évaluer les effets du
traité pour la Wallonie

► La pugnacité de Paul Magnette et du précédent gouvernement wallon PS-CDH, qui ont bloqué la ratification du CETA, a fait date. Son défi dans le cadre de cet accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada a finalement débouché sur un accord et la ratification du traité. Il est entré en vigueur ce 21 septembre.

Relégué dans l'opposition, le PS ne compte pas se priver de contrôle. Car la transparence n'est pas le point fort de l'Europe dans sa manière de fonctionner... Les socialistes viennent ainsi de déposer une proposition de résolution au parlement wallon pour demander la création d'une commission formée d'experts indépendants chargés d'évaluer les effets du CETA. En particulier (PS), au niveau environnemental et socio-économique. En France, le gouvernement Macron a déjà installé un comité similaire.

LA WALLONIE AVAIT pris l'engagement, dans la déclaration intrabelge d'octobre 2016, de procéder à intervalles réguliers à une évaluation du CETA. "Cette commission était l'une des conditions sine qua non lors de la ratification du traité. Depuis le 21 septembre, on n'a rien vu se mettre en place. Les choses ne doivent pas rester au fond d'un tiroir", prévient Olga Zrihen (PS), cosignataire de la proposition de résolution. Le PS souhaite que la commission ne se compose pas de politiques mais d'enseignants, de juristes, d'experts environnementaux, etc. "Nous devons nous assurer que les engagements que nous avons pris vis-à-vis des Wallons seront respectés, en toute transparence, reprend Olga Zrihen (PS). On nous dit que le CETA aura des impacts positifs sur le commerce. Mais à quel prix ?"

Adrien de Marneffe